

# Perspectives fiscales

Mary Webb 416-866-4202  
[mary\\_webb@scotiacapital.com](mailto:mary_webb@scotiacapital.com)

Nathan Joshua 416-866-5338  
[nathan\\_joshua@scotiacapital.com](mailto:nathan_joshua@scotiacapital.com)

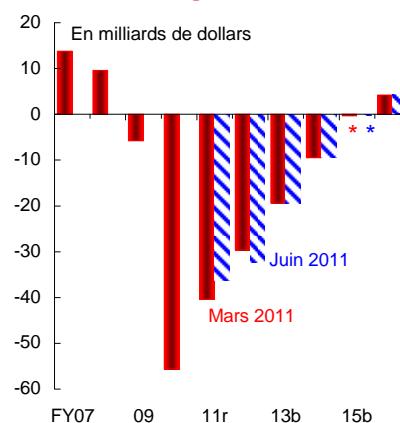
[Lien vers : Perspectives budgétaires : Budget fédéral canadien \(22 mars 2011\)](#)

Faits saillants du budget de l'année financière (AF) 2011-2012

Mise à jour du budget fédéral canadien

- **Le budget fédéral de 2011**, déposé le 22 mars 2011, n'a pas été adopté avant la dissolution du Parlement le 26 mars. Le 6 juin, le gouvernement conservateur réélu a redéposé le *budget*, qui reprenait toutes les mesures annoncées dans le document du 22 mars.
- **La stratégie gouvernementale de réduction du déficit reste intacte.** Pour l'exercice 2010-2011 (exercice 2011), le déficit prévu est ramené à 36,2 milliards de dollars (2,2 % du PIB), contre une estimation de 40,5 milliards de dollars en mars. Le déficit de l'exercice 2012 augmente à 32,3 milliards de dollars, contre les 29,6 milliards de dollars prévus en mars, pour tenir compte d'une provision de 2,2 milliards de dollars à l'appui de la conclusion d'une entente satisfaisante d'harmonisation de la taxe de vente entre le Canada et le Québec. Le solde projeté des quatre années suivantes demeure le même qu'en mars, le déficit de l'exercice 2013 chutant à 1,1 % du PIB et le déficit minime de 0,3 milliard de dollars attendu pour l'exercice 2015 ouvrant la voie au retour à l'équilibre budgétaire un an plus tôt que prévu.
- **Les économies attendues de l'Examen stratégique et fonctionnel de cette année**, soit 1 milliard de dollars durant l'exercice 2013, 2 milliards de dollars durant l'exercice 2014 et 4 milliards de dollars durant chacun des exercices 2015 et 2016, ne sont pas incluses dans les projections du *budget* de mars ou de juin; elles seront plutôt prises en compte dans le *budget de 2012* une fois l'Examen terminé. L'ampleur des économies visées confère une crédibilité à l'engagement du gouvernement d'équilibrer le budget tout en maintenant la croissance prévue des principaux transferts aux particuliers, aux provinces et aux territoires, sans hausser les impôts et en abaissant le taux général d'imposition des entreprises de 16,5 % à 15 % en janvier 2012.
- **En ce qui a trait à la dette fédérale nette**, la révision à la baisse de 3,3 milliards de dollars qui porte l'encours de la dette à 553 milliards de dollars pour l'exercice 2011 est largement dissipée en mars 2012. On s'attend encore à ce que la dette nette d'Ottawa passe tout juste sous les 30 % du PIB en mars 2016, proche du creux de 29 % du PIB atteint avant la récession en mars 2009.
- **Les besoins de financement d'Ottawa** sont relevés à 47,2 milliards de dollars durant l'exercice 2011 et 35,6 milliards de dollars durant l'exercice 2012, portant à 150 milliards de dollars l'estimation des bons du Trésor fédéral en circulation en mars 2012, soit 5 milliards de dollars de plus que prévu en mars. On s'attend encore à ce que les obligations négociables en dollars canadiens en circulation en mars 2012 dépassent 460 milliards de dollars.
- **Les prévisions de revenus totaux du gouvernement jusqu'à l'exercice 2016** n'ont pas beaucoup changé entre mars et juin, les hypothèses économiques mises à jour étant essentiellement semblables. Les perspectives actuelles de croissance mondiale sont un peu plus volatiles et moins optimistes qu'en mars, rendant plus compliqué pour Ottawa de réduire le déficit au moins aussi rapidement que prévu. Les risques clés à cet égard sont un dollar canadien plus fort que le prévoient les analystes du secteur privé consultés par le gouvernement et la possibilité d'une croissance moins marquée du PIB réel en 2013 advenant une nette intensification des compressions budgétaires fédérales aux États-Unis. Cependant, en plus d'avoir ajusté à la baisse de 10 milliards de dollars l'hypothèse à l'égard du PIB nominal pour chacune des années visées, d'où un coussin de revenu de 1,5 milliard de dollars, le nouveau gouvernement majoritaire s'est engagé à respecter son objectif de réduction du déficit, quitte à apporter les rajustements nécessaires si les économies résultant de l'Examen stratégique et fonctionnel ne suffisent pas à la tâche.
- **On s'attend à ce que la Chambre des communes adopte le budget redéposé ce mois-ci.** Vu l'absence de nouvelles annonces importantes, le *budget* redéposé devrait avoir un impact minime sur le marché. En ce qui a trait aux perspectives sectorielles, il faudra attendre la session d'automne pour connaître l'évolution des politiques et de la législation.

Soldes budgétaires fédéraux



\* Les estimations de mars et de juin pour l'exercice 2015 sont de 0,3 milliard de dollars.  
 Source : Finances Canada



## Perspectives fiscales

### Détails budgétaires

- L'estimation de juin des revenus totaux diffère peu de celle de mars, les hausses annuelles atteignant en moyenne 6,0 % de l'exercice 2011 à l'exercice 2016. Cependant, deux éléments de revenu ont été révisés et se contrebalancent presque. La prévision de recettes de l'impôt sur le revenu des entreprises de l'exercice 2011 à l'exercice 2016 a été relevée de 2,3 milliards de dollars, tandis que les autres impôts sur le revenu, notamment ceux des non-résidents, pour la même période, sont révisés à la baisse de 2,6 milliards de dollars.
- En ce qui a trait aux dépenses de programmes, les **prévisions ont nettement changé pour les exercices 2011 et 2012**, mais sur l'ensemble de la période 2011-2016, la croissance annuelle moyenne demeure à 1,4 % tel qu'estimé en mars, ce qui se traduit par une diminution réelle par habitant d'environ 2 % en moyenne. Si les économies de 4 milliards de dollars attendues de l'*Examen stratégique et fonctionnel* se concrétisent d'ici l'exercice 2016, la croissance des dépenses durant les six années menant à l'exercice 2016 dépassera à peine 1 % par année en moyenne.
- **Pour l'exercice 2011, les dépenses de programmes** devraient être inférieures de près de 4,4 milliards de dollars aux prévisions de mars, après une progression de 22,7 % durant les exercices 2009 et 2010. Dans le cadre de la première phase du *Plan d'action économique* d'Ottawa, à savoir le programme de stimulation de deux ans prenant fin le 31 mars 2011, les dépenses de l'exercice 2011 ont été réduites de 0,5 milliard de dollars. De ce chiffre, près de 0,4 milliard de dollars ont été transférés à l'exercice 2012 pour couvrir des projets d'infrastructures qui ne seront pas terminés avant l'automne. Par ailleurs, d'autres transferts de l'exercice 2011 sont moins élevés que prévu, tandis que les dépenses de fonctionnement gelées et les autres frais de fonctionnement sont inférieurs de 1,7 et 0,9 milliard de dollars respectivement par rapport aux estimations de mars.
- **Par contre, les dépenses de programmes prévues de l'exercice 2012** devraient augmenter de 2,7 milliards de dollars, en raison du passage du Québec à la TVH et du rééchelonnement des dépenses d'infrastructures. De l'exercice 2013 à l'exercice 2016, les allocations trimestrielles aux partis politiques seront progressivement éliminées, d'où une économie annuelle pouvant atteindre 30 millions de dollars.
- **Bien que les besoins financiers fédéraux** des exercices 2011 et 2012 soient révisés à la hausse, Ottawa s'attend encore à une rentrée de fonds massive atteignant un peu plus de 35 milliards de dollars d'ici l'exercice 2014. Cette augmentation est en grande partie attribuable au remboursement de capital sur des actifs arrivant à échéance dans le cadre du *Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés*.

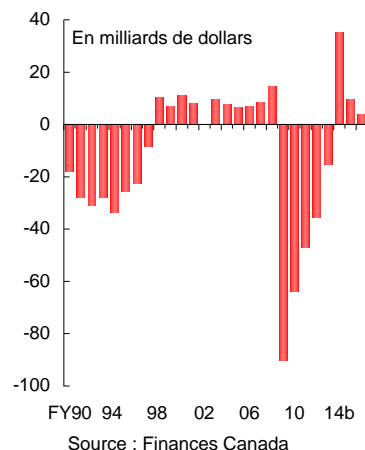
### Arithmétique budgétaire d'Ottawa — Mise à jour de juin 2011

en milliards de dollars sauf indication contraire

	FY11	FY12	FY13	FY16*
	Rev.	Bud.	Bud.	Bud.
Impôt sur le revenu des particuliers	113.3	119.9	128.1	151.5
Impôt sur les bénéfices des sociétés	29.0	32.5	33.1	39.3
Taxe sur les produits et services	29.0	30.1	31.7	36.8
Cotisations d'assurance-emploi (AE)	17.5	18.9	20.8	24.8
Autres revenus	46.7	47.7	50.7	56.8
<b>Total des revenus</b>	<b>235.6</b>	<b>249.1</b>	<b>264.4</b>	<b>309.2</b>
Total des transferts aux particuliers	68.6	70.6	72.5	79.5
Prestations d'AE	20.1	19.5	18.9	19.0
Autres transferts	48.5	51.1	53.6	60.5
Transferts à d'autres administrations canadiennes	53.0	58.2	57.5	65.6
Dépenses directes de programmes	119.1	119.6	117.3	120.5
<b>Total des dépenses de programmes**</b>	<b>240.8</b>	<b>248.4</b>	<b>247.3</b>	<b>265.6</b>
Service de la dette	30.9	33.0	36.5	39.4
<b>Total des dépenses</b>	<b>271.7</b>	<b>281.4</b>	<b>283.8</b>	<b>305.0</b>
<b>Solde budgétaire</b>	<b>-36.2</b>	<b>-32.3</b>	<b>-19.4</b>	<b>4.2</b>
Opérations non budgétaires	-11.0	-3.3	4.3	-0.2
<b>Ressources (+) ou besoins (-) financiers</b>	<b>-47.2</b>	<b>-35.6</b>	<b>-15.1</b>	<b>4.0</b>
Autres éléments du résultat étendu	2.2	0	0	0
<b>Dettes nettes</b>	<b>553.1</b>	<b>585.4</b>	<b>604.8</b>	<b>610.3</b>
<b>Variation annuelle (%)</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers	9.0	5.8	6.8	5.7
Impôt sur les bénéfices des sociétés	-4.5	12.1	1.8	5.9
Taxe sur les produits et services	7.6	3.8	5.3	5.1
Total des revenus fiscaux	5.8	6.3	5.5	5.4
Cotisations d'AE	4.7	7.7	10.1	6.1
<b>Total des revenus</b>	<b>7.8</b>	<b>5.8</b>	<b>6.1</b>	<b>5.4</b>
Prestations d'AE	-6.9	-3.0	-3.1	0.2
Autres transferts aux particuliers	3.3	5.3	4.9	4.1
Transferts à d'autres administrations canadiennes	-7.0	9.8	-1.2	4.5
Dépenses directes de programmes	-0.1	0.4	-1.9	0.9
<b>Total des dépenses de programmes**</b>	<b>-1.6</b>	<b>3.2</b>	<b>-0.4</b>	<b>2.4</b>
<b>Memo Items, %</b>				
Total des revenus / PIB	14.5	14.5	14.7	15.1
Total des dépenses de programmes** / PIB	14.8	14.4	13.7	12.9
Solde budgétaire / PIB	-2.2	-1.9	-1.1	0.2
Dettes nettes / PIB	34.0	34.0	33.6	29.7
Service de la dette / revenus	13.1	13.2	13.8	12.7

Croissance annuelle moyenne, 2013-2014 à 2015-2016. \*\* Comprend le Plan d'action économique. Source : ministère des Finances du Canada; prévisions de PIB nominal : Études économiques Scotia

### Sources/besoins de financement fédéraux



### Études économiques Scotia

Scotia Plaza, 40, rue King Ouest, 63<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
Tél. : 416-866-6253 Téléc. : 416-866-2829  
Courriel : [scotia\\_economics@scotiacapital.com](mailto:scotia_economics@scotiacapital.com)

Le présent document est préparé par Études économiques Scotia, comme ressource pour les clients de la Banque Scotia et de Scotia Capitaux. Bien que les données présentées ici proviennent de sources présumées fiables, la Banque Scotia ou Scotia Capitaux Inc. ainsi que leurs employés dérogent toute responsabilité quant à l'exactitude des renseignements, des analyses et des prévisions qui y sont exposés.